

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 27 novembre 2018

T-PD(2018)RAP37Abr

**CONSULTATIVE COMMITTEE OF THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF
INDIVIDUALS WITH REGARD TO AUTOMATIC PROCESSING OF PERSONAL DATA**

37^e Réunion plénière

Strasbourg, 20-22 novembre 2018

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale des Droits de l'homme et de l'État de droit

1. Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108, ci-après la « Convention 108 »), établi en vertu de l'article 18 de la Convention 1018, a tenu sa 37^e réunion plénière¹ à Strasbourg du 20 au 22 novembre sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour tel qu'adopté par le Comité et la liste des participants figurent respectivement aux Annexes 1 et 2.

Le Comité :

2.1. a pris note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, Directeur de la Direction de la Société de l'information et de l'action contre la criminalité, concernant : a) l'ouverture à la signature du Protocole d'amendement à la Convention 108 le 10 octobre 2018, avec au total 21 signatures, les délégations étant vivement incitées à agir au niveau national pour une entrée en vigueur rapide de la Convention 108, b) l'appel du Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à la vie privée (M. Joseph A. Cannataci) pour que les États membres des Nations Unies adhèrent à la Convention 108+, c) les travaux entrepris par le Conseil de l'Europe dans le domaine de l'intelligence artificielle, d) la situation budgétaire de l'Organisation, qui peut avoir des répercussions sur les conditions de travail du Comité, e) l'importance d'une coopération constructive avec les sociétés de l'Internet et association ayant signé la lettre d'échange avec le Secrétaire Général de l'Organisation, f) les parcours possibles pour que le Comité de la Convention 108 puisse bénéficier d'une communication directe et rendre compte de ses travaux au Comité des Ministres ou à l'un de ses groupes de rapporteurs ;

2.2. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur la modernisation de la Convention 108, en particulier pour ce qui concerne l'article 37 du Protocole d'amendement STCE n° 223 relatif à l'entrée en vigueur de la Convention 108+ ;

2.3. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur le nombre total de Parties à la Convention 108 (53 pays) compte-tenu des dernières adhésions, effectives au 1^{er} octobre 2018, du Cap Vert et du Mexique, ainsi que de l'ouverture à la signature du Protocole, qui avait recueilli au 22 novembre 2018 un total de 22 signatures, la dernière signature du Protocole d'amendement étant intervenue le 21 novembre 2018 pour l'Islande, avec un message de soutien prononcé par M. Geir Palsson, Représentant permanent de l'Islande auprès du Conseil de l'Europe ;

2.4. a examiné le projet de rapport explicatif du projet de Recommandation sur la protection des données liées à la santé, procédé à un échange de vues avec l'expert Mme Jeanne Bossi Malafosse, et décidé qu'une version révisée du projet de rapport explicatif sera diffusée aux délégations pour observations en vue de la prochaine réunion du Bureau (17 au 19 décembre) et qu'avant soumission au Comité pour adoption par la procédure écrite, une dernière consultation sera menée après la réunion du Bureau pour recueillir d'éventuelles observations ;

2.5. a examiné le projet de Lignes directrices sur l'intelligence artificielle, procédé à un échange de vues avec l'expert M. Alessandro Mantelero et décidé qu'une version révisée du projet de Lignes directrices sera diffusée aux délégations pour observations en vue de la prochaine réunion du Bureau (17 au 19 décembre) et qu'avant soumission au Comité pour adoption par la procédure écrite, une dernière consultation sera menée après la réunion du Bureau pour recueillir d'éventuelles observations ;

2.6. a examiné les documents concernant les éléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi prévu par la Convention 108+, procédé à un échange de vues avec l'expert Mme Cécile de

¹ 80 participants au total, dont 37 hommes et 43 femmes.

Terwangne et chargé son Bureau d'assurer le suivi nécessaire en vue de la finalisation de la procédure et du questionnaire et de la consultation des délégations afin de compiler un premier ensemble d'informations concernant les autorités de surveillance ;

2.7. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur les questions liées à l'ICANN, notamment sur la diffusion du guide des principes de protection des données et de la vie privée pour l'ICANN adopté par le Comité ;

2.8. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur les développements concernant le Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest et procédé à un échange de vues sur la base du document préparé par le Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) sur les conditions pour l'obtention d'informations relatives aux abonnés en lien avec les adresses IP dynamiques ou statiques, et a invité le T-CY à assurer davantage de transparence dans le processus de rédaction et à procéder à des consultations sur le projet de protocole additionnel en temps opportun afin que le Comité puisse formuler des observations de manière constructive et coordonnées pour s'assurer qu'elles seront examinées avant toute décision ;

2.9. a pris note de la présentation de M. Christopher Docksey, Directeur général du CEPD, sur la jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne, ainsi que des informations communiquées par M. Eduardo Bertoni concernant le système interaméricain des droits de l'homme dans le domaine de la protection de la vie privée et des données à caractère personnel ;

2.10. a pris note des informations concernant la coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe et notamment de la présentation du Secrétariat de la Convention de Macolin qui a mis en lumière de possibles pistes de coopération, chargeant son Bureau d'y donner suite, avec le Comité sur la bioéthique (DH-Bio), la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI), le Comité d'experts sur la dimension droits de l'homme des traitements automatisés de données et différentes formes d'intelligence artificielle (MSI-AUT) et la Commission de Venise ;

2.11. a pris note des informations communiquées par le Secrétariat concernant les possibilités croissantes qui s'ouvrent dans le domaine des programmes de coopération portant sur la protection des données ainsi que pour ce qui concerne la mise à jour de la formation de HELP sur la protection des données, ainsi que des traductions en cours de l'édition 2018 du Manuel de droit européen de protection des données ;

2.12. a pris note des informations présentées par le Secrétariat concernant la compilation d'avis et en particulier de l'avis relatif à la demande d'adhésion déposée par la République du Kazakhstan ;

2.13. a pris note des développements majeurs au niveau national et international intervenus dans le domaine de la protection des données depuis sa dernière réunion plénière, en particulier sur l'évènement national de l'AGESIC concernant la protection des données personnelles (16 au 19 octobre 2018, Montevideo, Uruguay), sur la 12^e Conférence de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP) (Paris, 18 et 19 octobre 2018, sur la 40^e Conférence internationale des Commissaires à la protection des données et de la vie privée (ICDPPC) (22 au 26 octobre 2018), sur la 13^e Réunion annuel du Forum de la gouvernance de l'Internet (IGF) (Paris, 12 au 14 novembre 2018), sur le Forum « Mexique et Convention 108 » organisé par l'INAI à l'occasion de l'adhésion du Mexique à la Convention 108 (Mexico, 7 et 8 novembre 2018), sur la Conférence internationale sur le cyberdroit, la cybercriminalité & la cybersécurité 2018 (14 au 16 novembre 2018, New-Delhi, Inde) et sur la future

conférence internationale Computers, Privacy & Data Protection (CPDP 2019) sur le thème « Protection des données et démocratie » (Bruxelles, Belgique, 30 janvier au 1^{er} février 2019) ;

2.14 a accordé à l'unanimité le statut d'observateur à l'EDRi (European Digital Rights) et pris note des informations de mise à jour communiquées par les représentants du Conseil pour la transparence chilien, de l'AEDH, de la Commission à la protection des données des Philippines, de l'Autorité de protection des données de l'Argentine (voir les interventions respectives à l'Annexe III) ;

2.15 a pris note du lancement du Prix Stefano Rodota qui sera décerné pour la première fois à l'occasion de l'édition 2019 de la Journée de la protection des données, et de l'invitation faite aux délégations de diffuser largement l'appel à candidature ;

2.16 a confirmé les dates des réunions plénières qui se tiendront à Strasbourg du 12 au 14 juin 2019 et du 19 au 21 novembre 2019 ; des prochaines réunions du Bureau qui se tiendront du 17 au 19 décembre 2018 à Strasbourg, du 20 au 22 mars 2019 à Paris, du 25 au 27 septembre à Paris et du 11 au 13 décembre à Strasbourg. Concernant la prochaine réunion plénière, le Comité se félicite de l'initiative du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la vie privée de tenir à Strasbourg une consultation sur ses travaux concernant les données de santé, avant la réunion plénière (11 juin et matinée du 12 juin).

ANNEXE I.

Ordre du jour

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2018)RAP36Abr	Rapport abrégé de la 36 ^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 19-21 juin 2018)
T-PD-BUR(2018)45RAP	Rapport abrégé de la 45 ^{ème} réunion du Bureau (Strasbourg, 24-26 septembre 2018)
T-PD(2017)WP2018-2019	Programme de travail du Comité 2018-2019
T-PD(2017)Regl	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du secrétariat
	M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information et de l'action contre la criminalité
	4. Modernisation de la Convention 108
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Protocole d'amendement
	5. Etat des signatures, ratifications et adhésions
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Convention 108+: tableau des signatures et ratifications• Convention 108: tableau des signatures et ratifications
	6. Protection des données relatives à la santé
	Expert : Mme Jeanne Bossi Malafosse, Paris, France.
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et finalisera le projet d'exposé des motifs.
T-PD(2018)11Rev	Projet d'exposé des motifs

T-PD(2018)06Rev	Recommandation en matière de protection des données relatives à la santé
T-PD(2015)07	Rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
Recommandation N° R (97) 5	sur la protection des données médicales
T-PD(2018)22Mos	Compilation des commentaires reçus sur le projet d'expose des motifs sur la protection des données relatives à la santé
	7. Intelligence artificielle
	Expert : M. Alessandro Mantelero, <i>Associated Professor</i> , Politecnico, Turin, Italie. <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera le rapport ainsi que les lignes directrices proposées, en vue de leur finalisation.
T-PD(2018)09rev	Rapport sur « l'Intelligence artificielle »
T-PD(2018)17	Projet de Lignes Directrices
T-PD(2018)23	Compilation des commentaires sur le projet de lignes directrices sur l'intelligence artificielle
	8. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+
	Expert: Mme Cécile de Terwangne, CRIDS, Namur <u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et procédera à un échange de vues sur le sujet.
T-PD(2018)20	Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)
T-PD(2018)21	Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
	<ul style="list-style-type: none"> • Compilation des pratiques en matière de protection des données
	9. ICANN
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et procédera à un échange de vues sur le sujet.
T-PD(2018)18	<ul style="list-style-type: none"> • Guide des principes de protection de la vie privée et des données pour le traitement des données relatives à l'ICANN • Lettre ICANN "European Data Protection Board" (EDBP) (05/07/2018) • Lettre Article 29 "Working Party on WHOIS" (11 avril 2018)

	10. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre
<p>« T-CY discussion paper: Conditions for obtaining subscriber information – static versus dynamic IP addresses » (en anglais uniquement)</p> <p>« Provisional answers from the Committee of Convention 108 to the Discussion paper for the Octopus Conference » (version anglaise)</p> <p>« Key messages of the Octopus Conference 2018 » (version anglaise)</p>	
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et procédera à un échange de vues sur le sujet.
	11. Jurisprudence
	Expert : M. Christopher Docksey, Directeur honoraire, Contrôleur européen (EDPS)
Compilation ECHR	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert.
	<p>Cour de Justice de l'Union européenne</p> <p>Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme</p>
	12. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de Bioéthique (DH-BIO) • CEPEJ • Convention de Macolin • CDPC • PC-OC • Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) <ul style="list-style-type: none"> ○ MSI-AUT • Commission de Venise
	13. Projets de coopération
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

HELP in the 28	Protection des données et droit au respect de la vie privée
T-PD(2018)07rev2	Projets de coopération du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des données (document d'information, uniquement en anglais)
	14. Avis
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
T-PD(2018)05BiI	Compilation des avis
	15. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none"> • AGESIC événement national sur la protection des données personnelles (16-19 octobre 2018, Montevideo, Uruguay) • 12^{ème} Réunion des autorités francophones de protection des données personnelles (AFAPDP) (Paris, 18-19 octobre 2018) • 40^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée (ICDPPC) (22-26 octobre 2018) • 13^{ème} Réunion annuelle du Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) (Paris, 12-14 novembre 2018) • Forum "Le Mexique et la Convention 108" (Mexico City, 7- 8 novembre 2018) • Conférence internationale de l'Informatique, la cybercriminalité et la cybersécurité 2018 (14-16 novembre 2018, New Delhi, Inde) • Conférence internationale de l'Informatique, de la protection de la vie privée et la protection des données «Protection des données et démocratie» (CPDP 2019) (Bruxelles, Belgique, 30 janvier-1 février 2019)
	16. Observateurs
	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs et le secrétariat.
T-PD(2018)04rev2	Observateurs - Etat des lieux et critères d'admission
	17. Commissaire à la protection des données personnelles
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe.
	Règlement du Secrétaire Général

	18. Prix Stefano Rodota
	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note de l'état d'avancement de l'organisation de ce prix.
	19. Prochaines réunions
	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des dates pour les prochaines réunions.
	<p><u>Dates de réunion du Bureau en 2018:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 46^{ème} réunion du Bureau (Strasbourg, 17-19 décembre 2018) <p><u>Dates des réunions du Bureau en 2019:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 47^{ème} réunion du Bureau (Paris, 20-22 mars 2019) • 48^{ème} réunion du Bureau (Paris, 25-27 septembre 2019) • 49^{ème} réunion du Bureau (Strasbourg, 11-13 décembre 2019) <p><u>Dates des réunions de la Plénière en 2019:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 38^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 12-14 juin 2019) • 39^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 19-21 novembre 2019)
	20. Questions diverses

ANNEXE II.

LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE

Besa Velaj, Adviser to the Commissioner, Information and Data protection Commissioner of Albania (IDP)

Pamela Beleraj, Inspector, Department of Administrative Investigation, Information and Data protection Commissioner of Albania (IDP)

ANDORRA / ANDORRE

Anna Cadena, Data Protection Agency

Joan Crespo, Head of the Data Protection Agency

ARMENIA / ARMENIE

Gevorg Hayrapetyan, Head of Personal Data Protection Agency, Ministry of Justice

AUSTRIA / AUTRICHE

Michael Adelman, LL.M., Austrian Data Protection Authority, Wickenburggasse 8-10, 1080 Vienna

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Farid Gurbanli, Head Legal advisor of the Legal Provision Office of The State Security Service

BELGIUM / BELGIQUE

Ketsia Malengreaux, Attachée, SPF Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service des droits de l'Homme, Protection de la vie privée

Valérie Verbruggen, Conseiller juridique, Autorité de protection des données

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE (apologised/excusé)

BULGARIA / BULGARIE

Plamen Angelov, Director for, Legal Affairs and International Cooperation Commission for Personal Data Protection of the Republic of Bulgaria

CABO VERDE / CAP VERT

José Maria de Pina, membre de la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD)

CROATIA / CROATIE

Iva Perin Tomičić, Senior Advisor, Specialist, Department for International Cooperation, European and Legal Affairs, Croatian Personal Data Protection Agency, Martićeva 14, 10000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Maria Michaelidou, Office of the Commissioner for Personal Data Protection

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection

DENMARK / DANEMARK - No information received / Absence d'information

ESTONIA / ESTONIE

Kaja Puusepp, Development Director, Data Protection Inspectorate for Data Privacy and Freedom of Information

FINLAND / FINLANDE

Leena Vettenranta, Senior Specialist (Data Protection), Ministry of Justice

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international

GEORGIE / GEORGIA

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Uwe Wusterhausen, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior

Philipp Sartory, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Referat 14 European and International Affairs, Husarenstrasse 30, 53117 Bonn

Ksenia George, Représentation Permanente de la République fédérale de l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe, 6, Quai Mullenheim, Strasbourg

GREECE / GRECE

Sofia Kostoula, Judge of First Instance, Investigating Judge of Chania, Crete, Hellenic Republic, Plateia Eleftherias, 73100, Chania

HUNGARY / HONGRIE (apologised/excusé)

ICELAND / ISLANDE

Matthías Geir Pálsson, Représentant Permanent de l'Islande auprès du Conseil de l'Europe

Valborg Steingrimsdottir, Legal expert, The Data Protection Authority

IRELAND / IRLANDE

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality

ITALY / ITALIE

Alessandra Pierucci, (Chair/Présidente), Service for EU and international matters, Data Protection Authority

LATVIA / LETTONIE

Kristine Saveja, Senior Expert of Division of European Union and International Cooperation Matters of Data State Inspectorate of Latvia

LIECHTENSTEIN (apologised/excusé)

LITHUANIA / LITUANIE - No information received / Absence d'information

LUXEMBOURG (apologised/excusé)

MALTA / MALTE (apologised/excusé)

MAURITIUS / MAURICE (apologised/excusé)

MEXICO / MEXIQUE

María Noemí Hernández Téllez, Observatrice Permanente Adjointe de la Représentation Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

Lorena Alvarado Quezada, Adjointe de l'Observateur Permanent, Représentation Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

MONACO

Corine Laforest de Minotty, Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement-Ministre des Relations extérieures et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération Ministère d'Etat

MONTENEGRO (apologised/excusé)

NETHERLANDS / PAYS-BAS (apologised/excusé)

NORWAY / NORVEGE

Jon Lunde, Higher Executive Officer at the Ministry of Justice and Public Security

POLAND / POLOGNE

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Inspector General for Personal Data Protection

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova

ROMANIA / ROUMANIE No information received / Absence d'information

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Alfia Gafurova, Deputy Head of Directorate for the Protection of Rights of Data Subjects of the Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology, and Mass Media of the Russian Federation (Roskomnadzor)

Anastasiya Toropova, Attache, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Anton Markovskiy, Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT MARIN

Francesco Morganti, Expert Juridique du Ministère des Affaires Etrangères

SENEGAL

Paul Mendy, Secrétaire Permanent, Commission de protection des données personnelles (CDP)

SERBIA/SERBIE

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (apologised/excusé)

SLOVENIA / SLOVENIE

Tina Ivanc, Office of the Information Commissioner of the Republic of Slovenia, Dunajska cesta 22, SI-1000 Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE - No information received / Absence d'information

SWEDEN / SUEDE

Petra Forslid, Ministry of Justice, Deputy Director, Ministry of Justice, Division for Constitutional Law 103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, (first Vice-Chair / premier Vice-président), Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

Marc Buntschu, du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence

Camille Dubois, Office fédéral de la justice

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »

Igor Kuzevski, Secretary General, Directorate for Personal Data Protection

TUNISIA / TUNISIE (apologised/excusé)

TURKEY / TURQUIE

Mustafa Özalp, Judge, The Ministry of Justice of Republic of Turkey

UKRAINE

Viktor Barvitskyi, Secretariat of the Ukrainian Parliament, Commission for Human Rights

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

David Hoy, Senior Advisor for Engagement, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sports, 4th Floor, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Christine Ferguson, International Strategy Adviser, Information Commissioner’s Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

URUGUAY

Frederico Monteverde, Data Protection Commissioner

OBSERVERS / OBSERVATEURS

ABU DHABI GLOBAL MARKET REGISTRATION AUTHORITY (apologised/excusé)

ARGENTINA / ARGENTINE

Eduardo Andres Bertoni, Director of the Agency for Access to Public Information of Argentina (DPA)
Julio Argentino Roca 710, 2º Piso, Ciudad Autónoma de Buenos, Aires (C.P C1067ABP), Argentina

ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L’HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée, AEDH, Brussels, Belgium

AUSTRALIAN PRIVACY FOUNDATION / FONDATION AUSTRALIENNE POUR LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE (APF / AFP) (apologised/excusé)

BRAZIL / BRESIL (apologised/excusé)

BURKINA FASO (apologised/excusé)

CHILE / CHILI

Jorge Jaraquemada, Commissioner, Chilean Transparency Council

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION / CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Christina Strömholm, Political Administrator, General Secretariat, Justice and Home Affairs, Justice, Fundamental Rights, Data Protection and Drugs Policies, 10 MN 49, Rue de la Loi 175, BE-1048 Brussels, Belgium

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Jean-Philippe Walter, Chair / Président de l'AFAPDP

Marine Revel, Chargée de mission, Association francophone des autorités de protection des données personnelles (AFAPDP)

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Olivier Matter, Team Leader for International Cooperation, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels ; Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, DG Justice Unit C4, Rue de la Loi 200, 1049 Brussels

EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ) (apologised/excusé)

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE (FRA) (apologised/excusé)

GABON

Joël Dominique Ledaga, Président (CNPDCP)

Philomène Mboui, Epouse Biyogo, Commissaire Permanent (CNPDCP)

GHANA (apologised/excusé)

INDONESIA / INDONESIE

Semuel Abrijani Pangerapan, Director General of Informatics Applications, Ministry of Communications and Informatics

Yudhistira Nugraha, Head of the Section for Electronics Systems and Digital Economy Control, Ministry of Communications and Informatics, Republic of Indonesia

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC / CICR)

Maria-Elena Ciccolini, Deputy Data Protection Officer for Europe and Central Asia, International Committee of the Red Cross (ICRC), Rue Guimard 7, 1040 Brussels, Belgium

Thomas Graditzky, Deputy Data Protection Officer for Middle East and Asia, International Committee of the Red Cross (ICRC)

INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE

Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales, CNIL

INTERPOL (apologised/excusé)

ISRAEL

Eyal Zandberg, Senior Director of Constitutional Law, Office of Legal Counsel and Legislative Affairs, Ministry of Justice

JAPAN / JAPON - No information received / Absence d 'information

MOROCCO / MAROC

Mhandez Tlemçani Nouzha, Head of the department of control and expertise of the Moroccan Data Protection Agency (CNDP)

NEW ZEALAND / NOUVELLE ZÉLANDE (apologised/excusé)

PHILIPPINES

Leandro Angelo Y. Aguirre, Deputy Privacy Commissioner, National Privacy Commission, 5th Floor, Delegation Building, Philippine International Convention Center, Roxas Boulevard, Pasay City

Erlaine Vanessa D. Lumanog, Privacy Policy Office, National Privacy Commission

Angela G. Butalid, Office of the Privacy Commissioner, National Privacy Commission

PRIVACY INTERNATIONAL (apologised/excusé)

REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIQUE DE COREE - No information received / Absence d 'information

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jean-Philippe Walter

EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS

Jeanne Bossi-Malafosse, Consultant / Consultante

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) Namur, Belgique

Alessandro Mantelero, Tenured Aggregate Professor at Politecnico di Torino, Italy

Christopher Docksey, Hon. Director General, EDPS

Patrick Walshe, Privacy Matters

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate General of Democracy, Division of Sport Conventions / Division des Conventions du Sport

Mikhael de Thyse, Secrétaire pour la Convention sur la Manipulation de Compétitions Sportives

Cassandra Matilde Fernandes, Jurist, Senior Project Manager KCOOS+

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit**

**Directorate of Information Society and Action against Crime / Direction de la société de
l'information et de la lutte contre la criminalité**

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / Assistante administrative principale

Péter Kimpian, Programme Advisor / Conseiller de programme

Sophie Kwasny, Head of Unit / Chef d'Unité, Secretary of the Committee of Convention 108 / Secrétaire
du Comité de la Convention 108

Hélène Lecuivre, trainee / stagiaire

Szilvia Simond, Assistant/assistante

INTERPRETERS / INTERPRETES

Elisabetta Bassu

Rebecca Bowen

Michael Hill

Sara Webster

ANNEXE III.

PRESENTATION BY EDUARDO BERTONI, DIRECTOR OF THE ACCESS TO PUBLIC INFORMATION AGENCY - ARGENTINA - DURING THE 37 TH. PLENARY MEETING OF THE CONSULTATIVE COMMITTEE OF THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF INDIVIDUALS WITH REGARD TO AUTOMATIC PROCESSING OF PERSONAL DATA

(CONVENTION 108)

Strasbourg, November 22nd, 2018.

Madam Chair, Dear Colleagues,

Thank you very much for the opportunity to present the advances that took place in Argentina during the last months. I will just do an update of what I informed to this Plenary last June:

Regarding the Argentine DPA.

As from September 2017, the Access to Public Information Agency, created by law in 2016, has become the Argentine data protection authority (DPA) as well as the access to public information agency.

We recently celebrated the first year of the office, and I am glad to inform that we were acting according to the mandate of the law as an autarchic and autonomous entity.

Regarding the Convention 108.

The Senate approved the draft sent by the Executive, and currently the draft should be approved by the House.

The Access to Public Information Agency's Director actively participated in two sessions addressed by the House Commission for Foreign Affairs and General Legislation.

As a result of these sessions, the Commissions submitted a legal opinion recommending the approval of Convention 108 and its Additional Protocol on April 18th by the Plenary of the House.

Regarding a new data protection law.

In October 2018, Argentina's President, Mr. Mauricio Macri sent to the Congress a draft bill to change the current law.

Thank you very much

INTERVENTION – Mme MARYSE ARTIGUELONG

L'AEDH souhaite alerter les membres de l'Union européenne sur les dangers du projet de *Règlement du parlement européen et du Conseil relatif à la prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne* :

(<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52018PC0640&from=FR>).

Cette proposition vise à améliorer la détection et la suppression des contenus incitant à la haine et à la commission d'actes terroriste. L'AEDH ne peut qu'approuver la lutte contre le terrorisme et notamment la diffusion de ses idées et incitations au passage à l'acte, mais elle estime que ce projet comporte de telles contraintes (déployer des outils de détection automatisés, supprimer les contenus ou en bloquer l'accès dans un délai d'une heure sur injonction de suppression émise notamment par une autorité administrative) que seules les entreprises dominantes pourront les mettre en œuvre, fragilisant encore plus un internet libre et démocratique, accessible à tous.

L'AEDH alertera de ces dangers les parlementaires européens.